



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)



08697 - F

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

---

**DEUXIEME  
REUNION  
DE  
CONSULTATION  
SUR LA  
SIDERURGIE**

**New Delhi (Inde), 15-19 janvier 1979**

---

**RAPPORT**

**Distr.  
LIMITEE  
ID/224  
(ID/WG.288/7)  
FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS**

## PREFACE

La deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), tenue à Lima (Pérou) en mars 1975, a recommandé que l'ONUDI étende son action à la mise en place d'un système de consultations permanentes entre pays développés et pays en développement ainsi qu'entre ces derniers, en vue d'accroître la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale grâce à une coopération internationale accrue<sup>1/</sup>.

A sa septième session extraordinaire, qu'elle a tenue en septembre 1975, l'Assemblée générale des Nations Unies, par sa résolution 3362 (S-VII), a décidé que le système de consultations serait mis en place aux niveaux mondial, régional, interrégional et sectoriel<sup>2/</sup>. L'ONUDI devait, à la demande des pays intéressés, servir de forum pour la négociation d'accords dans le domaine de l'industrie entre les pays développés et les pays en développement d'une part, et entre les pays en développement eux-mêmes.

A ses dixième et onzième sessions, tenues respectivement en 1976 et en 1977, le Conseil du développement industriel a décidé que les consultations seraient organisées entre pays membres, les participants de chaque pays intéressé devant comprendre des représentants des gouvernements, de l'industrie, du monde du travail, des groupes de consommateurs, etc.<sup>3/4/</sup>.

En conséquence, la première Réunion de consultation sur la sidérurgie s'est tenue à Vienne, du 7 au 11 février 1977<sup>5/</sup>. Ses recommandations, ainsi que la suite qui leur a été donnée par le Secrétariat de l'ONUDI, sont exposées dans le rapport d'activité publié sous la cote ID/WG.286/1.

---

<sup>1/</sup> "Rapport de la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel" (ID/CONF.3/31), chapitre IV, "Déclaration et plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels", § 66.

<sup>2/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session extraordinaire, Supplément No 1, § 3.

<sup>3/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément No 16, § 60.

<sup>4/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-deuxième session, Supplément No 16, § 162.

<sup>5/</sup> Voir "Rapport sur la première Réunion de consultation sur la sidérurgie" (ID/WG.243/6/Rev.1).

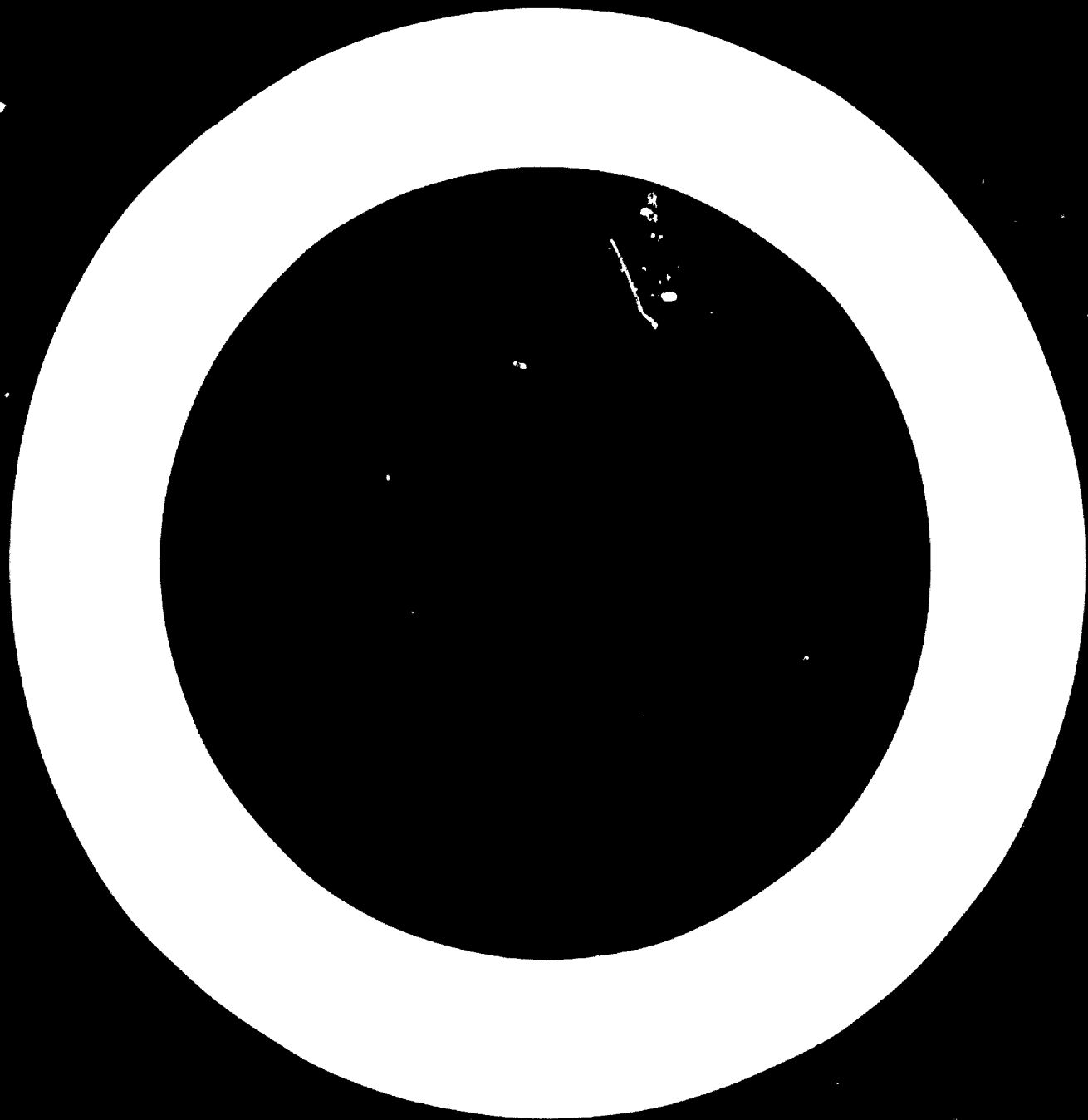


TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1	5
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTEES	2	5
Programme de développement futur		7
Minerai de fer		7
Charbon cokéfiabie		7
Plans et problèmes		8
Service de consultation		8
Echanges d'informations techniques		9
Formation		9
Questions sociales		9
I. ORGANISATION DE LA REUNION	4	10
Ouverture de la réunion	4	10
Election du Bureau	5	10
Adoption de l'ordre du jour	6	10
Création d'un groupe de travail	7	11
Adoption du rapport	8	11
II. RESUME DES DISCUSSIONS	9	11
Points 3 et 4 de l'ordre du jour - le rapport d'activité (ID/WG.286/1) et ses deux additifs	10	11
La part des pays en développement dans la production mondiale d'acier	11	11
La coopération entre pays en développement et pays développés	13	12
Minerai de fer et charbon cokéfiabie	18	13
Programmes de développement	29	14
Fourniture d'informations techniques	32	15
Formation	37	16

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
L'évolution de la production mondiale d'acier	43	17
Le financement	52	18
Questions sociales	57	19

Annexes

I. Liste des participants	20
II. Liste des documents	38

## INTRODUCTION

1. La deuxième Réunion de consultation sur la sidérurgie s'est tenue au Vigyan Bhavan, à New Delhi (Inde), du 15 au 19 janvier 1979. Elle a rassemblé 156 participants (annexe I) représentant les gouvernements, l'industrie, le monde du travail et les groupes de consommateurs de 52 pays et 12 organisations internationales.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTEES

2. La Réunion de consultation a adopté les conclusions et recommandations ci-après :

- 1) Bien que les pays en développement aient fait, compte tenu de leurs difficultés, certains progrès dans l'expansion de leur industrie sidérurgique, l'évolution qui est intervenue dans la sidérurgie mondiale doit être analysée dans le contexte des objectifs de Lima;
- 2) Les caractéristiques de la sidérurgie mondiale exigent une bonne connaissance des préparatifs nécessaires pour mobiliser des ressources substantielles de manière à obtenir des résultats à moyen terme;
- 3) Les progrès de la sidérurgie dans les pays en développement peuvent avoir des effets positifs sur l'économie des pays développés (grâce notamment à la croissance du marché des biens d'équipement et des services), étant entendu que les projets des pays en développement seront orientés vers la satisfaction des besoins de ces pays;
- 4) Il existe un intérêt mutuel dans ce secteur entre les pays en développement et les pays développés;
- 5) Etant donné l'incertitude de l'évolution à long terme de la sidérurgie mondiale d'ici à l'an 2000, il importerait d'élaborer pour l'horizon 1990 des scénarios intermédiaires fondés sur des hypothèses différentes, en utilisant les meilleures données économiques disponibles. Ces différentes hypothèses de développement optimiseraient les intérêts des pays développés et des pays en développement dans le secteur de l'industrie sidérurgique;



- 6) Pour éviter dès le départ toute confusion sur les principes, les limites et les objectifs de ces scénarios, il serait tenu compte :
- a) Des politiques des pouvoirs publics et des groupements régionaux ou sous-régionaux de pays développés (notamment pour ce qui est des restructurations actuelles ou futures du secteur considéré) et de pays en développement;
  - b) Des relations bilatérales;
  - c) De l'indépendance et du dynamisme des opérateurs économiques;
  - d) De la liaison à assurer avec les gouvernements et les institutions financières pour obtenir leur appui;
  - e) De la nécessité de permettre aux opérateurs considérés de répondre aux besoins de développement de la sidérurgie avec davantage de dynamisme et d'efficacité;
  - f) De la nécessité de donner des indications concrètes en vue d'une éventuelle coopération internationale mutuellement avantageuse dans la sidérurgie;
  - g) Des références à fournir concernant l'évolution possible de la sidérurgie jusqu'en 1990;
  - h) Des aspects du développement touchant :
    - L'infrastructure
    - La fabrication de biens d'équipement
    - La fourniture de services
    - Les besoins en main-d'oeuvre
    - La formation et la gestion de la main-d'oeuvre
    - L'entretien
    - La santé et la sécurité
    - Les besoins sociaux
    - Les ressources naturelles et financières.

La Réunion de consultation a recommandé en outre :

Programme de développement futur

- 7) De créer un groupe de travail en demandant l'aide et les conseils d'experts appropriés des pays en développement et des pays développés, ainsi que des organisations internationales intéressées, afin de donner suite aux propositions contenues dans les conclusions 5) et 6) ci-dessus;

Minerai de fer

- 8) D'organiser un groupe de travail ou un séminaire réunissant des représentants des pays en développement et des pays développés intéressés par l'exportation et l'importation du minerai de fer, afin d'aider les pays en développement à se familiariser avec les structures du marché et avec la forme et le fond des contrats à long terme pour l'achat de minerai de fer;
- 9) D'identifier dans le monde les possibilités de coopération entre pays voisins pour l'exploitation des gisements de minerai mitoyens, et de s'efforcer de promouvoir des discussions constructives;
- 10) D'analyser les expériences enregistrées en matière d'achats coopératifs de minerai de fer, à l'échelon national ou international, et de proposer des mesures pouvant être prises par les pays en développement;

Charbon cokéfiabie

- 11) D'aider les pays en développement à se familiariser avec la formulation et l'application des contrats d'achat à long terme afin d'assurer leur approvisionnement en charbon cokéfiabie, en combinaison avec une activité analogue proposée plus haut pour le minerai de fer; et, à cette fin, d'organiser un groupe de travail ou un séminaire au bénéfice des acheteurs des pays en développement;
- 12) De demeurer en relation avec tous les organismes s'occupant de la planification et de la définition des qualités de charbon et rassemblant des informations sur les réserves;

- 13) De favoriser la coopération régionale en matière de recherche-développement sur tous les aspects de la mise en exploitation des mines de charbon et de l'utilisation du charbon cokéfiabte, y compris la création de centres de recherche-développement, lorsque cela s'impose; et de donner des renseignements et des conseils;
- 14) De réunir un groupe de travail ou d'organiser un séminaire à l'intention des pays en développement et des pays développés afin d'évaluer les techniques applicables pour économiser le charbon cokéfiabte et les solutions de rechange, en tirant parti des informations techniques et économiques à fournir par des organismes ayant exécuté des travaux de recherche-développement dans ces domaines; et d'organiser ultérieurement, avec l'aide des pays développés intéressés, des voyages d'études pour permettre à des représentants de tous les pays en développement d'examiner des exemples pratiques de méthodes modernes propres à économiser le coke;

#### Plans et problèmes

- 15) D'organiser des réunions entre les groupes de pays en développement appliquant des programmes d'expansion sidérurgique et les autres pays en développement intéressés, afin de définir les critères techniques et économiques à prendre en considération pour la création d'une industrie sidérurgique, y compris l'exploitation des gisements de minerai, et d'indiquer en quoi consistent les différentes étapes de l'examen des plans et des projets;
- 16) De faire une étude sur la commercialisation des produits finis et semi-finis, et d'en mettre les résultats à la disposition des pays en développement et des pays développés;

#### Service de consultation

- 17) De créer un service de consultation indépendant composé d'experts chargés d'intervenir, à la demande des pays intéressés, dès les premiers stades de l'examen des projets sidérurgiques, les services de ces experts pouvant s'étendre aux problèmes d'amont ou d'aval de l'industrie sidérurgique;

Echanges d'informations techniques

- 18) De continuer à promouvoir les contacts et les arrangements coopératifs entre les centres de recherche-développement des pays en développement et des pays développés, et de fournir les informations demandées à ces centres par les pays en développement;

Formation

- 19) De formuler, à l'intention des pays en développement, un statut modèle pour des centres nationaux et régionaux de formation à la gestion des usines sidérurgiques, en indiquant l'organisation du travail, les installations nécessaires, les matières à étudier; le personnel et les crédits requis;
- 20) De contribuer à la création de ces centres, dans le cadre des activités de promotion et d'assistance technique de l'ONUDI;
- 21) De rechercher la coopération de nouveaux pays plus avancés possédant déjà une industrie sidérurgique, afin d'offrir des programmes de formation, y compris des programmes de formation dans l'entreprise, à tous les personnels intéressés des pays en développement;

Questions sociales

- 22) De créer, en coopération avec les autres organisations internationales intéressées, un groupe de travail chargé d'examiner les questions sociales et humaines liées au progrès de la sidérurgie dans les pays en développement.
3. La Réunion de consultation a recommandé au Directeur exécutif de l'ONUDI et au Conseil du développement industriel :
- a) Que le Secrétariat de l'ONUDI procède aux travaux relatifs aux recommandations ci-dessus;
  - b) Que le Secrétariat de l'ONUDI convoque la troisième Réunion de consultation pour examiner lesdits travaux et prendre à leur égard les mesures nécessaires.

## I. ORGANISATION DE LA REUNION

### Ouverture de la réunion

4. La deuxième Réunion de consultation sur la sidérurgie a été ouverte par M. D.G. Butaev, représentant du Directeur exécutif de l'ONUDI, qui a remercié le Gouvernement de l'Inde d'avoir accueilli la Réunion. Shri Biju Patnaik, Ministre de la sidérurgie et des mines du Gouvernement indien, a ensuite fait une déclaration.

### Election du Bureau

5. M. Mantosh Sondhi, Secrétaire du Département de la sidérurgie au Ministère de la sidérurgie et des mines, a été élu Président.

Les Vice-Présidents dont les noms suivent ont été élus :

- M. John Adebayo Adewumi (Nigéria), Chef du service de prospection, Nigerian Steel Development Authority
- M. Wilson Cramer (Etats-Unis d'Amérique), Directeur du marketing, US Steel Corporation
- M. Edward Firek (Pologne), Chef de section, Commission du plan du Conseil des Ministres
- M. Argenis José Gamboa (Venezuela), Président du Conseil d'administration et Président de la Corporacion Venezolana de Guayana.

### Adoption de l'ordre du jour

6. La Réunion de consultation a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la Réunion
2. Election des membres du Bureau
3. Examen du rapport d'activité (ID/WG.286/1)
4. Examen des deux questions principales ci-après :
  - a) Evaluation de la production mondiale d'acier  
- Rapport d'activité et additif ID/WG.286/1/Add.2
  - b) Financement - Rapport d'activité et additif ID/WG.286/1/Add.1
5. Adoption du rapport de la Réunion de consultation.

### Création d'un groupe de travail

7. Un groupe de travail à composition non limitée a été chargé de rédiger les conclusions et les recommandations. Il s'est réuni le 18 janvier 1979, sous la présidence de M. S.Y. Khan (Pakistan), et le 19 janvier, sous la présidence de M. S.N. Acharya (Inde).

### Adoption du rapport

8. Le rapport de la Réunion de consultation a été adopté à l'unanimité le 19 janvier 1979.

## II. RESUME DES DISCUSSIONS

9. Le Président a évoqué les progrès accomplis récemment par la sidérurgie indienne, les arrangements pris en ce qui concerne l'utilisation des matières premières, du minerai et des combustibles locaux, et la création d'une industrie pour la fabrication du matériel sidérurgique. Le texte intégral de sa déclaration a été distribué aux participants. M. A. Gamboa, Vice-Président, a exposé les progrès réalisés par la sidérurgie latino-américaine, en se référant à sa communication intitulée "L'Amérique latine et l'objectif de Lima", qui a été distribuée aux participants.

### Points 3 et 4 de l'ordre du jour - le rapport d'activité (ID/WG.286/1) et ses deux additifs

10. Les participants ont estimé que la documentation qui leur avait été distribuée (voir annexe II) constituait une base utile pour leurs délibérations. Cette documentation a fait l'objet de nombreuses observations, dont les principales sont résumées ci-après.

### La part des pays en développement dans la production mondiale d'acier

11. Certains pays en développement avaient accru sensiblement leur part dans la production mondiale d'acier, ce qui constituait un pas en avant vers la réalisation de l'objectif de Lima. L'augmentation de cette part au cours des quatre dernières années tenait pour une part à l'augmentation de la production d'acier dans les pays en développement eux-mêmes et, pour une autre part, à la diminution de la production d'acier dans certains pays développés.

12. Certains participants ont estimé qu'il importait de fixer des objectifs en ce qui concerne la production future d'acier des pays en développement; d'autres, en revanche, ont souligné les difficultés soulevées par l'établissement de prévisions fiables. Cependant, ces difficultés seraient peut-être atténuées lorsque seraient connus les résultats d'une étude en cours de réalisation sur la crise économique actuelle. Certains participants se sont demandé si les chiffres concernant la production sidérurgique des pays en développement devaient être considérés comme ayant un caractère indicatif ou comme des objectifs, mais on a fait valoir que, quelle que soit l'interprétation donnée à ces chiffres, les progrès des pays en développement demeureraient liés à une bonne planification, coordonnée dans chaque pays avec le développement de l'ensemble des industries.

#### La coopération entre pays en développement et pays développés

13. Les pays en développement ayant déjà développé sensiblement leur industrie sidérurgique pourraient beaucoup aider les autres pays en développement en les guidant aux premiers stades de la planification et de la mise en place des usines nouvelles. A cet égard, l'ONUDI avait un rôle important à jouer en conseillant les pays en développement sur les critères techniques et économiques à prendre en considération pour les décisions concernant la création de nouvelles aciéries, leur capacité et leur infrastructure.

14. Les pays en développement devraient être associés aux discussions organisées au sein des groupes de pays développés sur les problèmes actuels de la sidérurgie.

15. Malgré leurs difficultés actuelles, les pays développés continueraient de fournir une aide importante aux pays en développement pour la mise en place de leur industrie sidérurgique, et cette assistance comprendrait un appui des syndicats.

16. On a souligné l'importance d'un échange continuuel d'informations techniques, et la nécessité pour les pays en développement d'étudier des techniques appropriées et de créer des services d'études et de consultation adaptés à leurs conditions particulières. L'ONUDI devrait fournir une aide pour ces activités.

17. Les pays en développement devraient viser à la complémentarité dans le domaine de l'utilisation de leurs ressources en matières premières, des efforts de production et du transfert des techniques. Ils devraient aussi dialoguer plus fréquemment en vue de renforcer entre eux la coopération économique, financière et autre, de manière à élaborer une stratégie unifiée dans le secteur sidérurgique.

#### Minerai de fer et charbon cokéfiabie

18. Il semblait y avoir peu de risques de pénurie de minerai de fer. Toutefois, la mise en valeur des nouveaux gisements était coûteuse, et il fallait étudier les moyens de financer les nouveaux projets en tenant compte du niveau probable des prix, de manière à assurer une rentabilité suffisante des investissements, et en tenant compte aussi des liens entre la mise en valeur des gisements et le progrès sidérurgique des pays intéressés ainsi que leur croissance économique générale.

19. Dans certains pays, le coût de l'extraction du minerai de fer avait diminué par suite de l'exploitation de grands gisements à ciel ouvert. En revanche, les coûts avaient augmenté dans les mines souterraines de charbon cokéfiabie, à cause notamment des nouvelles exigences à respecter en matière d'hygiène et de sécurité. Cette évolution des coûts avait influé sur les prix du marché, à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés. Dans l'étude envisagée sur la structure du marché, il faudrait notamment analyser la possibilité de lier le prix des matières premières et du combustible à celui des produits sidérurgiques.

20. L'ONUDI devrait aider les pays en développement à définir des principes directeurs concernant l'établissement de contrats d'achat à long terme et les dispositions à y inclure, ces contrats étant considérés comme le meilleur moyen de garantir l'accès aux sources d'approvisionnement en minerai et en charbon cokéfiabie. En plus des contrats à long terme, il faudrait envisager de recourir aux accords de coentreprise en tant que forme de coopération internationale dans le domaine de l'exploitation des matières premières, du charbon et des gisements de minerai.

21. La recommandation relative aux achats coopératifs de minerai de fer à l'échelon national ou international méritait un plus ample examen.



22. Il existait des exportateurs de minerai de fer dans les pays en développement comme dans les pays développés, et leurs intérêts communs constituaient un facteur important pour l'élaboration de contrats types à long terme.
23. L'ONUDI devrait envisager de collaborer avec la CNUCED et l'Association des pays exportateurs de minerai de fer à une étude sur toutes les questions relatives au marché, au traitement et au prix du minerai de fer, qui pourrait être utile à la fois aux producteurs et aux consommateurs de minerai de fer.
24. La coopération régionale concernant la mise en valeur des matières premières a été approuvée.
25. Le chef de la délégation polonaise a fait savoir que son pays organiserait du 15 au 23 octobre 1979, à Katowice, un colloque sur les carburants qui se prolongerait par un voyage d'études destiné à des experts choisis par l'ONUDI et désireux d'examiner les méthodes modernes permettant d'économiser le charbon cokéfiabie.
26. Il serait utile également d'organiser entre les pays en développement et les pays développés des échanges d'experts et de boursiers intéressés par l'utilisation du charbon cokéfiabie. L'ONUDI, outre ses travaux relatifs au charbon cokéfiabie, devrait étudier l'utilisation du gaz naturel et des autres formes d'énergie dans la production sidérurgique.
27. Les ressources en charbon cokéfiabie étant limitées, il importait de développer les recherches relatives aux techniques nouvelles, et en particulier les techniques d'utilisation des charbons autres que le coke dans les procédés métallurgiques.
28. On a proposé que l'ONUDI soumette à des tests pilotes ou à des tests industriels les minerais de fer des pays en développement, afin de voir si ces minerais se prêtent à la réduction directe.

#### Programmes de développement

29. Les pays développés devraient s'associer à la proposition de l'ONUDI tendant à organiser des réunions entre les pays en développement, et notamment entre les pays en développement appliquant des programmes d'expansion sidérurgique, afin de définir les critères techniques et économiques applicables à la création d'une industrie sidérurgique, y compris l'exploitation des gisements de minerai,

et de façon à planifier les projets et à en améliorer la présentation. Ces réunions serviraient les intérêts des pays développés aussi bien que des pays en développement, en permettant d'échanger des éléments d'information sur les réalisations et les problèmes rencontrés.

30. L'ONUDI devrait envisager de concourir au démarrage des usines récemment créées dans les pays en développement en fournissant les services d'un petit nombre de dirigeants de haut niveau, compte tenu cependant de la difficulté pratique que posent l'interruption de la carrière de ces dirigeants et leur détachement.

31. Dans la création d'une industrie sidérurgique, il y aurait lieu de tenir compte aussi bien de l'infrastructure sociale - c'est-à-dire des logements, des écoles, des problèmes de sécurité et d'hygiène, des hôpitaux et des moyens de protection de l'environnement - que des facteurs économiques et techniques.

#### Fourniture d'informations techniques

32. Il importerait de créer un service consultatif indépendant qui, répondant aux demandes des pays en développement intéressés, les guiderait dans les premières étapes des projets de création d'aciéries.

33. Ce service consultatif pourrait fournir une assistance pour les études de faisabilité et pour la conception, la construction et l'exploitation des usines. Il pourrait aussi donner des avis quant aux techniques appropriées. Ce service n'empiéterait pas sur les services commerciaux proposés par les bureaux de consultation déjà implantés dans les pays développés ou les pays en développement, mais offrirait un autre choix de méthodes et pourrait orienter les responsables de projets dans les recherches plus détaillées qu'exigent les étapes ultérieures.

34. Ce service consultatif pourrait offrir une assistance appréciable pour les études de pré-faisabilité, qui seraient exécutées avant que des sommes considérables ne soient engagées pour s'assurer les services de consultants.

35. Pour faciliter les contacts entre les instituts de recherche-développement des pays en développement et des pays développés, il faudrait tenir pleinement compte des diverses activités menées par les institutions nationales et internationales et de la variété des documents qu'elles produisent régulièrement.

36. On s'est vivement félicité du volume important de documents techniques de divers types fournis régulièrement par l'ONUDI et d'autres sources. Un guide succinct de ces sources serait utile aux pays en développement pour le choix des équipements appropriés.

#### Formation

37. L'ONUDI devrait formuler à l'intention des pays en développement un projet de statut modèle pour des centres nationaux ou régionaux de formation à la gestion des usines sidérurgiques, en y indiquant l'organisation du travail, les installations nécessaires, les matières étudiées, le personnel enseignant et les crédits requis et en tenant compte des centres déjà existants et de leurs modalités de fonctionnement.

38. Il serait utile aussi que l'ONUDI organise des cours sur la gestion des usines sidérurgiques, de façon que les pays en développement bénéficient des méthodes modernes de gestion appliquées dans les usines des pays développés.

39. On a souligné l'urgente nécessité d'une formation intensive pour le personnel technique et le personnel directeur à tous les niveaux des usines sidérurgiques des pays en développement. Il conviendrait d'élargir la participation des pays développés possédant une sidérurgie établie aux stages de formation dans l'entreprise destinés aux ingénieurs expérimentés des pays en développement.

40. Le participant de l'Autriche a annoncé que son pays organisait un stage expérimental de formation à l'intention d'ingénieurs sidérurgistes chevronnés de pays en développement, et qu'il consacrerait à ce projet la somme d'un million de schillings autrichiens.

41. Outre la formation aux aspects techniques de la production, les participants ont souligné la nécessité continue d'une formation dans l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité. Organiser la formation dans les pays en développement eux-mêmes restait d'une importance primordiale.

42. Les représentants de l'OIT et de l'UNESCO ont fait, au sujet des programmes de formation proposés par leurs organisations, des déclarations dont le texte a été distribué aux participants. Les participants d'un grand nombre de pays ont donné en outre des renseignements quant aux possibilités de formation offertes par leurs pays à tous les niveaux et concernant divers aspects de l'industrie sidérurgique.

L'évolution de la production mondiale d'acier

43. Les pays développés comprenaient les aspirations des pays en développement à se doter d'une industrie sidérurgique ou à développer cette industrie, et ils ont déclaré qu'ils demeuraient disposés à y concourir, en s'efforçant de parvenir à une convergence d'intérêts touchant tous les aspects du développement, depuis les études de faisabilité jusqu'à la formation et au financement.
44. Comme il était difficile de prévoir avec exactitude les tendances de la production d'acier jusqu'en l'an 2000, l'ONUDI devrait étudier les possibilités à moyen terme. L'Organisation devrait ensuite établir, à l'intention des pays en développement, un programme d'action concernant tous les éléments à réunir pour assurer la croissance de l'industrie sidérurgique - notamment les approvisionnements en matières premières et en combustibles, la technologie, la formation de la main-d'oeuvre, le financement et la commercialisation - ainsi que les propositions d'assistance qui pourraient être faites par les pays développés et l'ONUDI. Les nombreuses organisations internationales qui s'occupent à divers titres de prévoir la demande d'acier et d'étudier les perspectives de la sidérurgie devraient être priées de collaborer à ces activités.
45. L'évolution de la production mondiale d'acier enregistrée dans les cinq années précédentes s'était accompagnée d'une baisse des investissements industriels. Cette situation tenait au niveau élevé des taux d'intérêts, imputables à l'inflation qui avait sévi pendant cette période.
46. A la suite du recul de leur production d'acier, les pays développés avaient connu certaines difficultés, en particulier dans le domaine social du fait de la baisse de l'emploi.
47. Les modifications de structure intervenues dans l'industrie sidérurgique de certains pays développés - entraînant la fermeture de nombreuses usines - étaient imputables à l'augmentation des coûts, en particulier ceux de la main-d'oeuvre et des combustibles. Dans certains cas, ces fermetures d'usines ont entraîné une diminution des importations de certains pays en développement, ainsi qu'un certain durcissement des prix.
48. La production d'acier des pays en développement n'avait pas souffert des difficultés rencontrées par les pays à économie de marché. Cela avait même été pour ces pays l'occasion de redoubler d'efforts pour produire tout l'acier nécessaire à leurs besoins.

49. La croissance continue des capacités de production d'acier dans les pays en développement pourrait en fin de compte donner un coup de fouet à l'économie des pays développés, en raison de la demande de services de consultation et d'études, de biens d'équipement et d'aciers spéciaux. En revanche, si elle devait se prolonger trop longtemps dans certains pays développés, la récession économique risquerait d'être préjudiciable à la sidérurgie des pays en développement.

50. On pouvait raisonnablement escompter une reprise de la demande et de la production mondiales d'acier au début des années 80, auquel cas on pouvait craindre que des pénuries ne se produisent à nouveau et que les prix n'augmentent sur le marché international. D'après des calculs effectués par des équipes réputées de chercheurs spécialisés, il faudrait, compte tenu des tendances actuelles en matière de capacité, que la demande d'acier des pays à économie de marché augmente de plus de 4,5 % par an jusqu'en 1985 pour qu'apparaissent des risques de pénurie.

51. On a aussi évoqué la seconde Etude sur l'industrie sidérurgique mondiale, qui, malgré un certain nombre d'inexactitudes, pouvait utilement servir d'analyse et de base à l'examen de cette question.

#### Le financement

52. Des capitaux suffisants continueraient sans doute à être disponibles pour les projets sidérurgiques viables des pays en développement, mais on a estimé qu'il fallait préciser la notion de viabilité dans les conditions économiques particulières propres à ces pays. Cela valait aussi pour les infrastructures, qu'il fallait, dans certains cas, créer à partir de rien ou presque. Il n'était pas juste d'imputer le coût de ces infrastructures sur le budget des projets sidérurgiques, les installations considérées pouvant fort bien être utilisées à nombre d'autres fins, industrielles ou sociales.

53. La question du financement étant peut-être celle qui revêtait le plus d'importance pour le développement de l'industrie sidérurgique, il était indispensable de maintenir aussi bas que possible le coût de la mise en place et de l'exploitation des usines, de manière à assurer un rendement suffisant des investissements. Le problème financier pourrait être atténué si les pays en développement renaient des projets de dimension modeste, de préférence aux grands projets trop ambitieux. Cependant, la taille des projets dépendait d'abord de l'importance du marché intérieur.

54. Dans certains cas, le financement des projets d'aciéries avait été assuré grâce à la création de coentreprises auxquelles participaient des gouvernements et des entreprises de pays en développement et de pays développés. Une coopération dans ce domaine en vertu d'accords de troc ou de compensation pouvait consister en la fourniture, à crédit et suivant des conditions libérales, de matériel pour une aciérie, avec remboursement sous forme de livraisons d'acier fini fabriqué par l'usine ou d'autres produits.

55. La question de l'octroi de capitaux et des modalités et conditions de financement des prêts aux aciéries pourrait être examinée par une réunion à laquelle participeraient des représentants des gouvernements et des organismes bancaires. Une réunion de consultation sur le financement industriel fournirait l'occasion voulue, si le Conseil du développement industriel en approuvait la convocation.

56. On a fait valoir qu'alors que les institutions financières exigeaient un rendement suffisant pour les prêts qu'elles accordent à l'industrie sidérurgique des pays en développement, les pouvoirs publics de certains pays développés continuaient à subventionner des entreprises non rentables.

#### Questions sociales

57. Les représentants syndicaux des pays à économie de marché ont informé la Réunion des mesures prises dans leurs pays pour assurer des emplois à ceux qui avaient perdu leur travail à la suite de la fermeture de certaines usines.

58. On a souligné l'utilité d'une participation des organisations syndicales aux futures réunions de consultation.

59. Il conviendrait que l'ONUDI suive de façon continue les perspectives de l'évolution de la sidérurgie mondiale, en prenant en considération la nécessité d'une croissance harmonieuse et équilibrée dans les pays en développement, et en tenant compte notamment des questions sociales et humaines telles que le chômage, les salaires, l'urbanisation et la qualité de la vie. Il y aurait lieu de créer à cette fin un groupe de travail spécialisé qui coopérerait étroitement avec les organisations internationales compétentes et les syndicats aux niveaux international, régional et national.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

Algérie

Rédha Amrani  
Sous-Directeur  
Ministère de l'Industrie lourde  
Alger

Hocine Hadjiat  
Research-Development  
Société Nationale de Sidérurgie (SNS)  
Alger

Rezki Hocine  
Directeur général  
Société Nationale de Sidérurgie (SNS)  
Alger

Mahieddine Saïdi  
Directeur  
Planification générale  
Société Nationale de Sidérurgie (SNS)  
Alger

Allemagne (République fédérale d')

Enno Carstensen  
Alternate Permanent Representative to UNIDO  
Permanent Mission of the Federal Republic of Germany  
Vienna

Shibendra P. Neogi  
Managing Director  
Dastur Engineering International GmbH

Bernt Rollinger  
Manager  
Project Department  
KORF Stahl AG

Argentine

Eduardo A. Sadous  
Second Secretary  
Embassy of Argentina in India

Australie

Ian D. Cock  
Director  
Basic Metals  
Department of Industry and Commerce  
Canberra

Autriche

Heinrich Birnleitner  
Alternate Permanent Representative to UNIDO  
Vienna

Fritz Kurbisch  
Head  
Economic Co-ordination and Planning  
Vcest-Alpine AG  
Linz

V.S. Mani  
Representative in India of Austroplan GmbH  
Vienna

Bangladesh

Nazemuddin Ahmed  
Director  
Bangladesh Steel and Engineering Corporation

Abdul Jalil  
Managing Director  
Chittagong Steel Mills Ltd.  
Dacca

Belgique

Jean Doyen  
Secrétaire général  
Centrale chrétienne des métallurgistes (CCMB)  
Bruxelles

Germain Duhin  
Secrétaire national  
Centrale des métallurgistes (FCMB)  
Bruxelles

Cristina A.M. Funes-Noppen  
First Secretary of Belgian Embassy  
New Delhi



Brasil

Olinto Alvares Villas-Boas  
Deputy Secretary of CONSIDER  
National Council for Iron and Steel  
and Non-ferrous Metals Industry

Bulgarie

Vladimir M. Karpatchev  
Economic Counsellor  
Bulgarian Embassy  
New Delhi

Canada

Jean-Paul Carrier  
First Secretary  
Canadian High Commission  
New Delhi

Chine

Yung-ting Chen  
Engineer  
Ministry of Metallurgical Industries

Chen Lei  
Deputy Director  
Planning Department  
Ministry of Metallurgical Industries

Tang Fu-hsiao  
Engineer  
Ministry of Metallurgical Industries

Cuba

Florentino R. Chacon Puig  
Administrator de Proyectos  
Comité Estatal de Colaboración Económica

Orlando Nacer Awad  
Vice Director de Materias Primas  
y Procesos Siderurgicos  
Ministerio de la Industria Sidero-mecanica

Danemark

Steffen Møller  
The Danish Metalworkers' Confederation

Viggo Nedergaard Jensen  
Head of Section  
Ministry of Foreign Affairs

Egypte

Mohamed Khalil Abouel-Ela  
General Director  
Metallurgical Department  
General Organization for Industrialization

Ahmed Eid  
General Director  
Planning and Projects Sector  
Egyptian Iron and Steel Company

Eid Sayed Hassan  
Chief Engineer  
General Organization for Industrialization

Emirats arabes unis

Salah Sayed Abdallah  
Industrial Engineer  
Department of Planning

Saeed Ahmad Ansari  
Chief of Engineering  
Directorate of Industries  
Department of Petroleum

Adnan S. Saleem  
Production Manager  
Petroleum Department

Etats-Unis d'Amérique

Arthur Allin Blanchard  
Midrex Corporation

Wilson Cramer  
Marketing Manager  
U.S. Steel Corporation

John C. Leary  
Permanent Representative of  
the United States to UNIDO  
Vienna

Richard C. Lightcap  
Contract Manager (India)  
USS Engineers and Consultants

Finlande

Juhani Hyytiainen  
First Secretary  
Embassy of Finland  
New Delhi

France

Jacques Emilo Astier  
Président  
Cofransid  
Paris

Marcel Sala  
Ingénieur général des mines  
Ministère de l'industrie  
Paris

Hongrie

Aurel Horvath  
Deputy-Director  
Research Institute for Ferrous Metallurgy

Tamas Sugar  
Commercial Attaché  
Hungarian Trade Representation  
New Delhi

Kalman Varro  
Head of Metallurgical Section  
Ministry of Metallurgy and Machine Industry

Inde

Shree Narayan Aoharya  
Joint Secretary  
Ministry of Steel

Prabhulal Agrawal  
Chairman  
Steel Authority of India Ltd.

Anil Chandra Banerjee  
Director  
Development Consultants (DCIL)  
India

A.K. Basu  
Development Consultants

Baaskar Bose  
Manager  
Management Consultancy  
Development Consultant

M.N. Dastur  
Chairman and Managing Director  
M.N. Dastur and Co. (P) Ltd.

Shapur J. Dalal  
Managing Director  
Lurgi India Co. Ltd.

R. Dayal  
Manager  
Metallurgical Process Division  
Lurgi India Co. Ltd.

Vinay H. Desai  
Deputy Chief Executive  
V.M. Salgaocar and Brother Pty. Ltd.

Bhagwan Dass Jethra  
Joint Director  
Planning Commission

Vijai Kapur  
Chairman  
Raw Materials Division  
Association of Indian Engineering Industries

C. Bal Krishna  
Economist  
National Council of Applied Economic Research

Gul. J. Lalvani  
Chief Project Engineer (Metallurgy)  
Industrial and Engineering Projects Pvt. Ltd.

Mohan Luther  
Chairman  
Projects and Equipment Corporation of India

K.C. Mohan  
Chairman and Managing Director  
Metallurgical and Engineering Consultants  
(India) Ltd.

Vir Vikram Prakash  
Additional Director  
Steel Authority of India Ltd.

Rup Rai  
NSTC, Calcutta

Alamengada Aiappa Raju  
Additional Director  
Steel Authority of India Ltd.

C.R. Ramarao  
Director  
(Structural and Metals)  
Indian Standards Institution

P.L. Sanjeeva Reddy  
Special Assistant to the President

P. Sen  
Engineer  
Development Consultants

Viren J. Shah  
Chairman and Managing Director  
Mukand Iron and Steel Works Ltd.

Brij Gopal Sharma  
Regional Manager  
Indmag Pvt. Ltd.

Mantosh Sondhi  
Secretary  
Ministry of Steel and Mines

Mahendra Pal Wadhawan  
Vice-Chairman  
Steel Authority of India Ltd.

Indonésie

K. Hertanto  
Counsellor  
Indonesian Embassy  
New Delhi

Irlande

Noel Fahey  
First Secretary  
Embassy of Ireland  
New Delhi

Italie

Vicenzo Petrone  
Commercial Counsellor  
Italian Embassy  
New Delhi

Emanuele Saracino  
Manager in Foreign Trade Policies  
FINSIDER

Japon

Shunta Hayashi  
Director  
Iron and Steel Production Division  
Basic Industries Bureau  
Ministry of International Trade and Industry

Yuzura Koide  
General Manager  
Marketing Research  
Steel Operation Control Department  
Nippon Kokan K.K.

Shintaro Tabata  
Executive Director  
Iron and Steel Institute of Japan

Shigeo Tanahashi  
First Secretary  
Embassy of Japan  
New Delhi

Madagascar

Maurice Claude Andrianarivelo  
Chef de la Division des mines - Métallurgie  
Ministère de l'économie

Malaisie

Chow Chin Yit  
Engineer  
Federal Industrial Development Authority

Mexique

Rosa Maria Batel  
Third Secretary of the Mexican Foreign Service  
Embassy of Mexico  
New Delhi

Servando Chavez  
Director General  
Instituto Mexicano de Investigaciones  
Siderurgicas (IMIS)

Ramón Gonzalez-Jameson  
General Director  
Secretaria de Patrimonio y Fomento Industrial

Hugo Dias Thome  
Advisor  
Political and Economic Affairs  
Ministry of Foreign Affairs

Nigeria

John Adebayo Adewumi  
Head of Exploration  
Nigerian Steel Development Authority

Justin Chuka Fred Adigwe  
Deputy Chief Metallurgist  
Nigerian Steel Development Authority

Atim Nyong Bassey  
Planning Engineer  
Nigerian Steel Development Authority

Fred Louis Oke Menkiti  
Secretary for Industries  
Federal Ministry of Industries

Norvège

Ottar Christiansen  
Second Secretary  
Norwegian Embassy  
New Delhi

Ouganda

Abdulrazak Abdallah Gulla  
General Manager  
Steel Manufacturers of E.A.

Ubaldu Gilbert Rutagi Bakeine  
Operations Manager  
Uganda Steel Corporation

Bennon J.O. Twodo  
Economist/Statistician  
Ministry of Industry and Power

Pakistan

Siraj Yusuf Khan  
Director  
Pakistan Steel  
Pipri

K.K. Suri  
First Secretary (Commercial)  
Embassy of Pakistan  
New Delhi

Pays-Bas

Karel Henri Birkman  
Alternate Permanent Representative to UNIDO  
Vienna

Kees Den Braven  
Representative  
Ministry of Economic Affairs  
The Hague

Arnold J. Brouwer  
Ministry of Foreign Affairs/Development Co-operation  
The Hague

Jacob De Graaf  
Secretary  
Industrybond CNV

Adrianus Waasdorp  
Corporate Planning Steel  
N.V. Hoesch-Hoogovens

Pérou

Cesar Castillo  
Second Secretary  
Embassy of Peru  
New Delhi

Philippines

Ruben Gomez  
Corporate Planning Manager  
National Steel Corporation

Pologne

Stanislaw Baran  
Spécialiste au Ministère du Commerce extérieur  
et de l'Economie maritime

Edward Firek  
Head of Section  
Planning Commission at the Council of Ministers

Ryszard Koloch  
Advisor to the General Manager  
"Stalexport"  
Foreign Trade Enterprise



Qatar

Ibrahim Al-Bader  
Assistant Director  
Ministry of Industry and Agriculture

Abou Bakr Morad  
Consultant  
Industrial Development Technical Center

République de Corée

Keun Bae Choi  
Counsellor  
Embassy of the Republic of Korea  
New Delhi

Dong-Sub Kim  
Chief Representative  
Singapore Office  
Pohang Iron and Steel Co.

République démocratique allemande

Hans Eberling  
Head of Department for International Co-operation  
Ministry for Mineralogy, Metallurgy and Potash

Franz Müller  
Director  
Ministry for Mineralogy, Metallurgy and Potash

Hans-Guenter Schleife  
Commercial Attaché  
Embassy of the German Democratic Republic  
New Delhi

Bojanka Stoess  
Commercial Adviser  
Commercial Section  
Embassy of the German Democratic Republic  
New Delhi

République-Unie de Tanzanie

Augustine Yohana Hangi  
Chief Mining Engineer  
State Mining Corporation

Andrew Kanyilili  
Director of Metals and Engineering  
Ministry of Industries

Gregory M.J. Tamba  
Senior Development Officer  
National Development Corporation (NDC)

Roumanie

Gheorghe Gheorghiu  
General Director  
Ministry for Metallurgical Industry

Dumitru Niculescu  
Ambassador in India  
New Delhi

Costin Scortea  
Chief of Department  
Ministry of Metallurgy

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Edward Makepeace  
Iron and Steel Trades Confederation

William Sirs  
Iron and Steel Trades Confederation

Tom Meirion Williams  
British Steel Corporation

Sénégal

C.Y. Diaite  
First Counsellor  
Embassy of Senegal  
New Delhi

Babacar Diop  
Ambassador  
Embassy of Senegal  
New Delhi

Somalie

Hussein Ahmed Noor  
Commercial Counsellor  
Somali Embassy  
New Delhi

Suède

Osten Johansson  
Head of Research Department  
The Swedish National Industrial Board

Nils Karlsson  
Head of Section  
Board of Commerce

Christer K.H. Karlsson  
Swedish Metal Workers' Union

Bertil Sarhagen  
Swedish Union of Clerical  
and Technical Employees in Industry

Ulf Sviden  
Head of Section  
Ministry of Industry

Hans Henrik Von Delwig  
Director  
Swedish Iron Masters' Association

Suisse

Bruno Richard Weber  
Second Secretary  
Embassy of Switzerland  
New Delhi

Tchécoslovaquie

Zdenek Bohm  
Production Manager  
Nova Huta of Klement Gottwald  
Kuncice

Josef Miksa  
Director  
Ministry for Metallurgy and Heavy Industry  
Prague

Josef Sajas  
Officer  
Department for Metallurgy and Heavy Engineering  
State Planning Commission  
Prague

Thaïlande

Trakarn Chairat  
Chief  
Office of the National Committee on Iron  
and Steel Industry Development  
Ministry of Industry

Sansanee Sudapa  
Engineer  
Office of National Committee on Iron  
and Steel Industry Development  
Ministry of Industry

Turquie

Hasim Akduman  
Deputy Under-Secretary  
Ministry of Industry and Technology

Lütfiye Kartal  
Section Director  
Ministry of Industry

Cevat Ferruh Katrancigil  
Vice-President of Operation  
Eregli Iron and Steel Co.

Union des Républiques socialistes soviétiques

Michael I. Krjanin  
Senior Scientist Researcher  
Institute Znitmash

Nicolay D. Rodionov  
Counsellor for Economic Affairs  
USSR Embassy  
New Delhi

P.A. Shiriaev  
Deputy Director  
Institute GIPPONEZ

Venezuela

Argenis José Gamboa  
Presidente  
Corporación Venezolana - Guayana (CVG)  
Caracas

Esteban Godoyol  
President of Metallurgical and Mining Chamber (AIMM)

Rafael Hernandez  
Jefe de Ventas de Siderurgica del Orinoco  
SIDOR

Yougoslavie

Aleksandar Cavic  
Counsellor  
Yugoslav Iron and Steel Federation

Kemal Kapetanovic  
Professor  
Metallurgical Faculty

E. Petric  
Minister Counsellor  
Embassy of Yugoslavia  
New Delhi

Mileva Stefanovic  
Adviser  
Federal Planning Office

Zaire

Menda Lukusa  
Chef de Division  
Département du Plan

Panda Mambu  
Président de la Société d'exploitation  
sidérurgique SOSIDER

Kabango Mbuyu  
Département de l'économie et de l'industrie

Natamba Tumba  
Directeur administratif et financier  
de la SOSIDER

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Anatoli Fedotov  
Economiste  
Division de l'industrie

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Valeri Fedorovitch Novikov  
Economiste  
Division des produits de base

Centre d'information des Nations Unies, New Delhi

Johann Szuszkiewicz  
Directeur

Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Jan. P. Huyser  
Représentant résident  
New Delhi

Needet Sumer  
Représentant résident adjoint  
New Delhi

M.R. Malhotra  
Administrateur de programmes  
New Delhi

A.B. Krsiakov  
Conseiller industriel hors siège

Institutions spécialisées

Organisation internationale du travail (OIT)

Stephan Moinov  
Spécialiste de la sidérurgie  
Service du secteur industriel

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la Culture (UNESCO)

John P. Herakovich  
Fonctionnaire d'administration et administrateur de programmes  
Bureau régional de science et de technologie pour l'Asie du Sud  
et l'Asie Centrale

Organisations intergouvernementales

Communauté économique européenne (Commission)

Klaus Ewig  
Chef de Division  
Relations extérieures

Organisations non gouvernementales

Union arabe du fer et de l'acier (UAFA)

Mohamed Aldick  
Directeur régional pour le Moyen-Orient

Mohamed Benouali  
Chef de Division

Slimane Bentebal  
Président

Mahmoud Douro  
Chef de la Division des études

Mohamed Laid Lachgar  
Secrétaire général

Confédération internationale des syndicats libres (CISL)

Gopeshwar  
Secrétaire général  
Fédération nationale indienne des métallurgistes

Hridaynath N. Nehru  
Directeur  
Bureau de la Fédération internationale des métallurgistes  
pour l'Asie occidentale

Veerendra Swarup Mathur  
Secrétaire régional pour l'Asie  
ICFTU - ARO

Institut international du fer et de l'acier

Dieter F. Anderson  
Directeur des affaires économiques

Elji Umene  
Secrétaire général adjoint

Union des industries de la Communauté européenne (UNICE)

Charles Funck  
Secrétaire général de l'UNICE  
EUROFER

Fédération syndicale mondiale (FSM)

**Eugeny Alexeyev**

**Secrétaire**

**Syndicat international des métallurgistes**

**Moscou**

**Evelin König**

**Expert**

**Syndicat international des métallurgistes**

**Moscou**



Annexe II

LISTE DES DOCUMENTS

<u>Documents pour décision</u>	<u>Quote du document</u>	<u>Langues</u>
Rapport d'activité du Secrétariat de l'ONUDI	ID/WG.286/1	A, E, F, R
Note sur certains aspects du financement des aciéries et de la mise en exploitation des gisements de minerais dans les pays en développement	ID/WG.286/1/Add.1	A, E, F, R
Note sur l'évolution de la production mondiale d'acier	ID/WG.286/1/Add.2	A, E, F, R
<u>Documents d'information</u>		
L'industrie sidérurgique mondiale (seconde étude)	UNIDO/ICIS.89	A, F
Contrats à long terme pour l'achat de charbon : principes et portée (éléments essentiels à y inclure)	ID/WG.286/5	A, E, F, R
A note on the prospects of demand and supply of iron ores by ore types	UNIDO/IOD/236	A
<u>Rapports de réunions</u>		
Report on the Preparatory Expert Group on Training (Vienna, 9-11 January 1978)	ID/WG.286/3	A
Rapport de la réunion du Groupe de travail sur le minerai de fer (Vienne, 3-5 avril 1978)	UNIDO/EX.38	A, E, F, R
Rapport de la réunion du Groupe de travail sur le charbon cokéfiabie (Vienne, 6-8 avril 1978)	UNIDO/EX.39	A, C, E, F, R
Rapport du Groupe d'experts sur les problèmes de formation (Vienne, 24-26 avril 1978)	ID/WG.276/5	A, E, F, R

Report of the Meeting of the Representatives UNIDO/EK.31  
of Selected Research and Development  
Institutions engaged in Adaptation of  
Iron and Steel Technology for Developing  
Countries (Jamshedpur, 28 Nov.-2 Decem.1977)

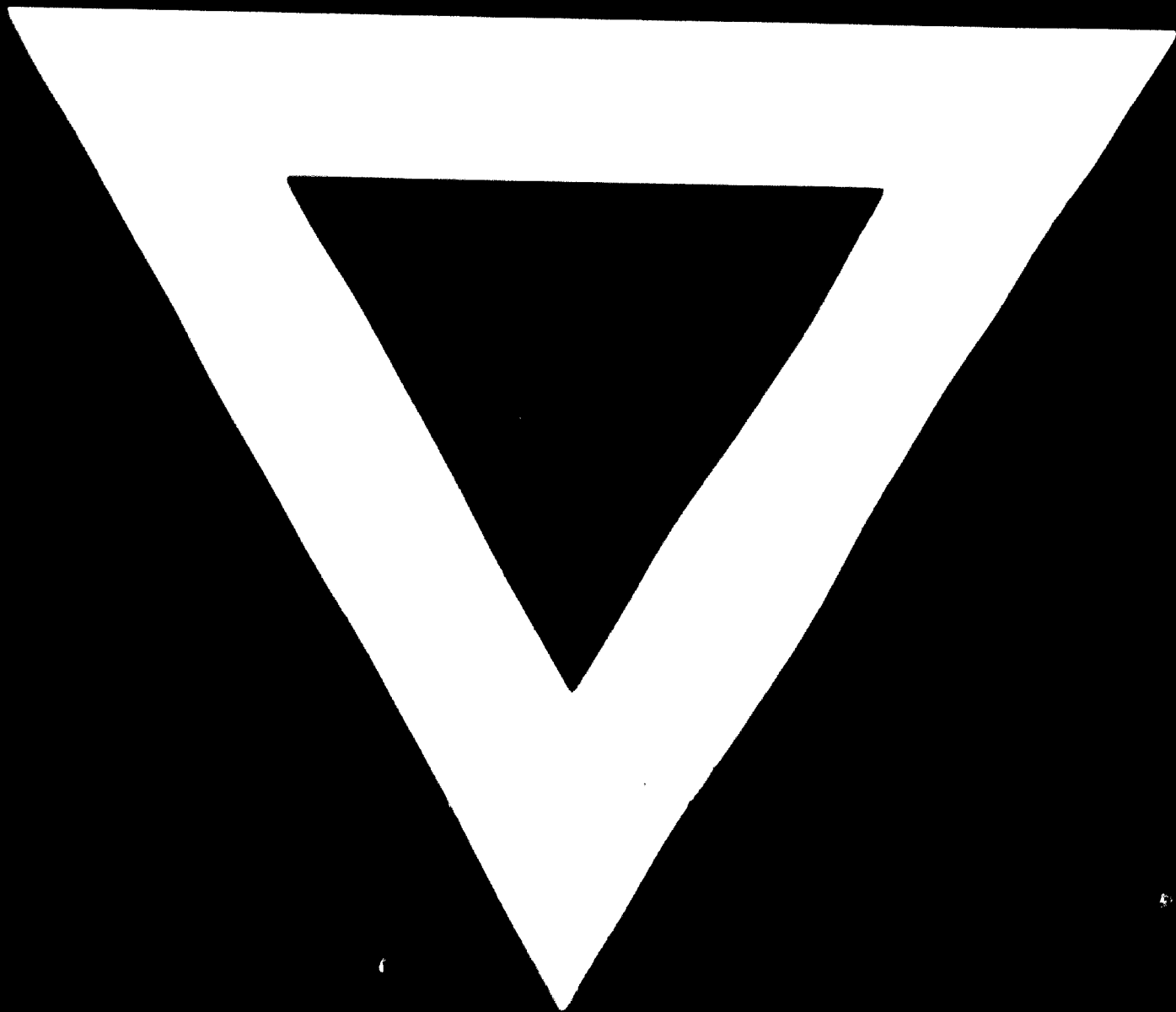
A

Dispositions administratives

Aide-mémoire	(Dossier No.ID/223/2)	A, E, F, R
Renseignements préliminaires à l'intention des participants	ID/WG.286/2	A, E, F, R
Ordre du jour provisoire	ID/WG.286/4	A, E, F, R
Liste des participants	ID/WG.286/6/Rev.1/ Add.1	A



**1-79**



**80.02.01**